



**HAL**  
open science

# Itinéraires d'élites musulmanes africaines au Caire : d'Al Azhar à l'économie de bazar

Sophie Bava, Olivier Pliez

► **To cite this version:**

Sophie Bava, Olivier Pliez. Itinéraires d'élites musulmanes africaines au Caire : d'Al Azhar à l'économie de bazar. *Afrique Contemporaine*, 2009. ird-02067957

**HAL Id: ird-02067957**

**<https://ird.hal.science/ird-02067957>**

Submitted on 14 Mar 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=AFCO&ID\\_NUMPUBLIE=AFCO\\_231&ID\\_ARTICLE=AFCO\\_231\\_0187](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=AFCO&ID_NUMPUBLIE=AFCO_231&ID_ARTICLE=AFCO_231_0187)

---

## Itinéraires d'élites musulmanes africaines au Caire. D'Al Azhar à l'économie de bazar

par Sophie BAVA et Olivier PLIEZ

| De Boeck Université | Afrique contemporaine

2009/3 - N° 231

ISSN 0002-0478 | ISBN 978-2-8041-0239-5 | pages 187 à 207

---

Pour citer cet article :

— Bava S. et Pliez O., Itinéraires d'élites musulmanes africaines au Caire. D'Al Azhar à l'économie de bazar, Afrique contemporaine 2009/3, N° 231, p. 187-207.

---

Distribution électronique Cairn pour De Boeck Université.

© De Boeck Université. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# **La transnationalisation des économies spirituelles**

# Itinéraires d'élites musulmanes africaines au Caire

D'Al Azhar à l'économie de bazar <sup>1</sup>

Sophie BAVA <sup>\*</sup>

Avec la collaboration d'Olivier PLIEZ <sup>\*\*</sup>

Pôle historique de l'enseignement islamique, l'université Al Azhar reste associée à une tradition séculaire de mobilité des élites musulmanes africaines entre l'Afrique noire et le monde arabe. Considérée comme un des piliers de la production et de la diffusion du savoir islamique en Afrique depuis plus d'un millénaire (voir encadré 1), Al Azhar connecte intellectuellement et socialement des territoires. Aujourd'hui, l'université continue à former des professeurs dans les structures locales de transmission du savoir religieux en Afrique de l'Ouest, à savoir les universités et les medersa <sup>2</sup>, pour enseigner mais également pour recruter de futurs élèves. À la suite d'un concours, elle prend en charge le transport des lauréats jusqu'au Caire, leur retour après la licence, leur nourriture pendant toute leur formation et les dote d'une bourse et d'un logement.

La stratégie de recrutement de l'université d'Al Azhar a évolué ces dernières années, notamment en fonction de la concurrence qui se joue avec

---

\* Sophie Bava est anthropologue et chargée de recherche à l'IRD (laboratoire « population, environnement, développement », UMR LPED) à Marseille. Elle est aujourd'hui en affectation au Caire (Égypte). Ses travaux portent sur les relations entre migration et religion entre l'Afrique subsaharienne, le monde arabe et l'Europe (Sophie.bava@ird.fr).

\*\* Olivier Pliez est géographe et chargé de recherche au CNRS (laboratoire « interdisciplinaire, solidarités, sociétés, territoires », UMR LISST) à Toulouse. Ses travaux portent sur les routes migratoires et marchandes entre l'Égypte, le monde arabe et la Chine (olivier.pliez@univ-tlse2.fr).

1. Selon Péraldi (2001), l'économie de bazar est « une composante intrinsèque des économies urbaines, dès l'instant où la double ressource offerte socialement par la ville, de superposition des différences et d'étrangeté réciproque, favorise l'émergence de ces cadres relationnels qui sous-tendent l'activité économique ».

2. Medersa : lieu et institution d'enseignement. C'est à l'origine un collège universitaire islamique. Le mot a été réutilisé, notamment en Afrique francophone, pour désigner des établissements secondaires enseignant le français et l'arabe.

d'autres universités islamiques des pays de la péninsule Arabique où le corpus d'enseignement, moins « moderne » qu'à Al Azhar, est recentré sur les sciences religieuses. Ces universités offrent des conditions d'accueil souvent plus attrayantes pour les étudiants étrangers : bourses plus élevées, billets d'avion payés, logements plus modernes. Pourtant, en Afrique de l'Ouest, le nom d'Al Azhar résonne encore de son prestige ancien, « Al Azhar al charif »<sup>3</sup>, et de son ouverture sur les sciences modernes, même si aujourd'hui certains étudiants remettent en question sa réputation lorsqu'ils s'interrogent sur leur avenir et la valeur des diplômes qu'ils y ont obtenus.

Au Caire, l'installation de plus en plus longue des étudiants africains azharis dans la ville a retenu notre attention. Pour les jeunes Africains, venir étudier à Al Azhar, c'est le moyen de pouvoir « sortir » de chez eux dans des conditions qui, de prime abord, semblent favorables. Les jeunes azharis africains, souvent formés dans les facultés religieuses d'Al Azhar, sont conscients des difficultés qu'ils auront à trouver un travail à la fin de leur cycle d'étude. Ils mobilisent leurs compétences religieuse, linguistique – une pratique orale et écrite élevée de la langue arabe – pour s'investir dans le commerce ou proposer leurs services à des entrepreneurs économiques mieux installés. En postulant que les lieux d'enseignements religieux peuvent être à l'origine de vocations économiques particulières et support de réseaux commerciaux entre les pays arabes, l'Afrique et l'Asie, avec Le Caire comme pivot, l'université Al Azhar connecte économiquement de nouveaux territoires à travers les mondes commerciaux qu'elle engendre indirectement.

### **Encadré 1 – Histoire d'Al Azhar**

Al Azhar est une université musulmane égyptienne. C'est le plus ancien établissement universitaire du monde islamique. Située au Caire, l'université fut fondée en 973 et se développa à proximité de la mosquée d'al-Azhar construite à la même époque par Jawhar, général en chef des troupes fatimides.

Reconstruite au XIV<sup>e</sup> siècle, l'université d'Al Azhar joua un rôle de premier plan dans l'enseignement du Coran et de la pensée islamique, acquérant très tôt la réputation d'arbitre de la pensée musulmane. Spécialisée dans l'étude de la théologie et des sciences juridiques, elle connut au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle une certaine désaffection due à la concurrence des formules modernes d'enseignement, mais sut au XX<sup>e</sup> siècle recouvrer son prestige en adoptant d'importantes réformes.

En 1930, ses collègues et ses instituts furent organisés selon trois chaires d'enseignement : la théologie islamique, la jurisprudence et la langue arabe. En 1961, une nouvelle législation permit l'établissement de facultés de sciences. L'université accueille actuellement près de 90 000 étudiants venus du monde entier.

Source : Encarta

3. Al azhar al charif : le noble Azhar.

## PARTIR ÉTUDIER À AL AZHAR

On observe une nette augmentation des effectifs étudiants ouest-africains dans les universités égyptiennes, marocaines, tunisiennes, et algériennes cette dernière décennie (Mazzella, 2009). Labellisés pays de transit vers l'Europe dans les projets migratoires (Bredeloup, Pliez, 2005), plusieurs États du monde arabe demeurent des destinations choisies par les étudiants africains. La fermeture des frontières et le renforcement de la politique de sélection des candidats à l'entrée dans les universités européennes ont récemment renforcé cette tendance mais les accords de coopération entre pays arabes et africains donnent un cadre institutionnel plus solide et ancien à ces circulations. Le développement récent et sans commune mesure, d'un marché privé de l'enseignement et de la formation qualifiante complète l'attrait de ces pays pour les étudiants africains. On recense près de 3 000 étudiants originaires d'Afrique subsaharienne en Égypte dont plus de 2 000 à l'université d'Al Azhar (chiffres officiels). Différents profils d'étudiants azharis originaires d'Afrique de l'Ouest se distinguent :

- les mieux « nantis » ont déjà une histoire familiale de la migration étudiante et internationale. Ils sont favorisés et encadrés par leur entourage familial dans l'obtention de leur « visa étudiant ». Ils bénéficient de réseaux d'entraide, proches des élites administratives de leur pays ou des réseaux commerçants notables, et croient à l'importance du cursus d'Al Azhar dans la recherche d'un emploi au moment de leur retour au pays ;
- les étudiants qui tentent de s'en sortir en partant étudier. Pour eux, partir signifie ouvrir un horizon des possibles jamais imaginé dans leur histoire familiale. Ils ont des moyens économiques très limités et peu de réseaux économiques et sociaux dans le pays de départ et dans celui d'accueil. Al Azhar est une possibilité comme une autre d'étudier à l'étranger ;
- ceux pour qui Al Azhar est un choix sont généralement des étudiants qui sont déjà dans des réseaux religieux (*tarîqa*, élites musulmanes) qui encouragent et appuient leur inscription ;
- les migrants qui viennent avec un visa de tourisme et s'inscrivent à l'université pour obtenir un titre de séjour et étudier. L'inscription à Al Azhar est pour eux une ressource pour tenter une nouvelle aventure (Bredeloup, 2008) ;

- les femmes des étudiants qui sont souvent mariées dans le pays d'origine par leur famille ou choisies par les étudiants lors de leurs « congés au pays », et les enfants de ces couples.

Avant de partir, ces étudiants ont souvent en tête le parcours d'un aîné, parent ou professeur, ayant fait ses études à Al Azhar. Toutefois, ces étudiants, pour prolonger une histoire familiale et/ou religieuse ou pour se donner une chance en plus, ont un point commun : leur milieu d'origine soutient (intellectuellement et souvent financièrement) et encourage leur migration. Cette « fibre transnationale » est un élément essentiel dans l'analyse car elle donne des informations sur les réseaux acquis de l'étudiant avant et après le départ et sur ses motivations à repartir, une fois son diplôme obtenu, ou à s'ancrer plus durablement dans le pays d'accueil. Pour les étudiants d'Al Azhar comme les fils de cheikh de lignées musulmanes nous pourrions penser que l'histoire se prolonge et que les élèves répètent une tradition. Pourtant, Al Azhar est aussi perçue comme une option pour partir étudier ailleurs, « voyager », « sortir » de son pays, c'est une « chance », un « rêve » nous dirons certains d'entre eux. Les étudiants qui veulent se rendre en Europe, au Maghreb ou en Égypte dans les universités publiques doivent avoir obtenus de très bons résultats au bac et/ou être appuyés au ministère de l'Enseignement supérieur de leur pays, alors que le recrutement dans les universités à vocation religieuse ne se fait pas *via* les États (sauf exception pour quelques pays comme le Niger qui dispose d'une direction des études arabes au ministère de l'Enseignement supérieur).

La campagne de recrutement à l'étranger est organisée par les ambassades égyptiennes et le réseau des instituts arabes où enseignent les professeurs d'Al Azhar. L'université Al Azhar a compris depuis longtemps l'importance du recrutement des étudiants étrangers pour entretenir son aura dans les mondes musulmans non arabes et permettre son développement. Malika Zeghal (1996) note que depuis l'époque nassérienne (1952-1970), la hiérarchie d'Al Azhar considère l'Afrique musulmane comme un de ses pôles d'influence à côté de l'Asie musulmane. Parallèlement au regain d'intérêt économique des États arabo-musulmans en direction du Sahel depuis les années 1980, qui a permis de soutenir financièrement la construction de mosquées, medersa et universités islamiques au sud du Sahara, l'université Al Azhar continue sa mission de *da'wa* extérieure. Une autre mission plus idéologique se perpétue, celle de la diffusion du « véritable » islam, censé purifier l'islam africain, comme le notait René Otayek (1988) dans son analyse de la presse égyptienne, selon l'équation « l'islam, c'est al-Azhar et al-Azhar, c'est l'Égypte ».

Forts de leurs missions, les responsables organisent annuellement des recrutements en Afrique et en Asie, mais selon les étudiants les tests ne sont pas difficiles, voire accessibles avec un bas niveau d'arabe. Certains d'entre eux réussissent ce test alors qu'ils ne sont pas musulmans, n'ont pas fait leurs études dans des instituts islamiques ou franco-arabes, et se convertissent parfois pour répondre à cette opportunité de départ. Cette politique de recrutement n'emporte pas l'adhésion de tous les États africains. Leurs élites dirigeantes ne voient pas d'un bon œil ces formations au savoir religieux car ils appréhendent une montée de l'islamisme radical dans leur pays. Certains gouvernements africains, selon les dires des étudiants, ne donnent pas ou plus d'équivalences aux étudiants des medersa et restreignent de plus en plus l'accès à l'administration aux Azharis. Ce serait le cas de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Bénin, de la République centrafricaine et de la RDC, et cela pourrait expliquer le fait que de nombreux Azharis ne veulent plus rentrer dans leur pays. D'autres États pourtant, comme le Niger, le Burkina Faso, le Nigeria ou le Sénégal alimentent toujours cette filière d'enseignement et intègrent officiellement les licenciés dans leurs administrations et notamment dans l'enseignement.

## FINANCER LES ÉTUDES

Les élèves, une fois arrivés, bénéficient d'une bourse de l'université : 90 livres<sup>4</sup> par mois avec logement et nourriture en cité universitaire ; 160 livres<sup>5</sup> si l'étudiant choisit de vivre à l'extérieur de la cité. Le maintien de la bourse est toujours conditionné aux résultats de l'élève : si l'étudiant redouble, il perd la moitié de la bourse, et s'il triple il la perd entièrement ainsi que son logement à la cité. Cependant, il peut rester inscrit à l'université, ce qui permet à l'étudiant de conserver son « séjour »<sup>6</sup>. Les élèves de la Guinée-Conakry et du Sénégal sont bénéficiaires d'un « complément pays » ou bourse du pays d'origine qui varie de 30 à 50 euros par mois, mais dont le paiement est souvent arbitraire et source de conflits réguliers avec les ambassades<sup>7</sup>. Cette bourse a des effets concrets sur le pays de destination.

4. Soit environ 11,5 euros.

5. Soit environ 20 euros.

6. Le titre de séjour est valable un an si on est boursier de l'université Al Azhar et renouvelable tous les six mois si on ne l'est pas.

7. Nous avons recensé plusieurs conflits avec les étudiants dans les ambassades ces dernières années, qui vont de la simple manifestation à des actes de violence en direction du personnel de l'ambassade.

Le Sénégal qui a réinstauré le complément pays depuis 2003 a vu le nombre de ses étudiants au Caire tripler en moins de cinq ans, atteignant aujourd'hui le niveau de 460 en Égypte pour 160 en 2003<sup>8</sup>. Pourtant, si la majorité des étudiants partent avec une bourse, certains décident de s'inscrire sans soutien financier. Ils peuvent alors postuler à une bourse dès la deuxième année de leur cursus, car si d'autres formes d'aides sont parfois allouées, elles demeurent aléatoires :

- l'aide familiale (souvent d'un membre qui est aussi en migration) qui généralement diminue avec la durée de la migration ;
- les bourses provinciales pour les étudiants de l'État de Kano au Nigeria ;
- l'aide des associations religieuses égyptiennes comme El Djamiya Shariya ou El madjles el al-a' el Qadhaya el Islamiya (Ben Nefissa, 2004) et de diverses fondations ;
- l'aide occasionnelle des diplomates de leur pays d'origine.

Outre leur situation financière très fragile en Égypte, les étudiants d'Al Azhar ne peuvent pas rentrer chez eux avant l'obtention de leur licence. Les étudiants que nous avons interviewés ne sont généralement pas retournés dans leur famille depuis très longtemps, depuis près d'une décennie pour certains, s'ils ne bénéficient pas de compléments pays<sup>9</sup> ou si personne ne leur fait de « western<sup>10</sup> ». Confrontés à une réalité très éloignée de l'image qu'ils se faisaient de leur migration estudiantine, les élèves s'organisent pour améliorer leur quotidien. « Dès qu'on est là on va casser le moral », nous dit Youssouf, un étudiant ivoirien ; ou encore pour Mohamed, étudiant malien : « Une fois arrivé en Égypte, le moral baisse parce qu'on est confronté à la dure réalité du terrain qui est diamétralement opposée à ce qu'on nous a fait miroiter avant notre arrivée. L'Égyptien lambda ne peut pas comprendre tout cela. Il a sa propre philosophie et déclare : "Pourquoi ne pas retourner chez toi si l'Égypte est vraiment si dure ?" Alors que pour nous, c'est un défi. Une fois quitté le pays, pas question d'y retourner avant d'atteindre le but qui nous a poussés de quitter le pays, à savoir : la connaissance sous toutes ses formes. »

8. Entretien avec M. Seck, chargé des Affaires culturelles de l'ambassade du Sénégal en Égypte, octobre 2008.

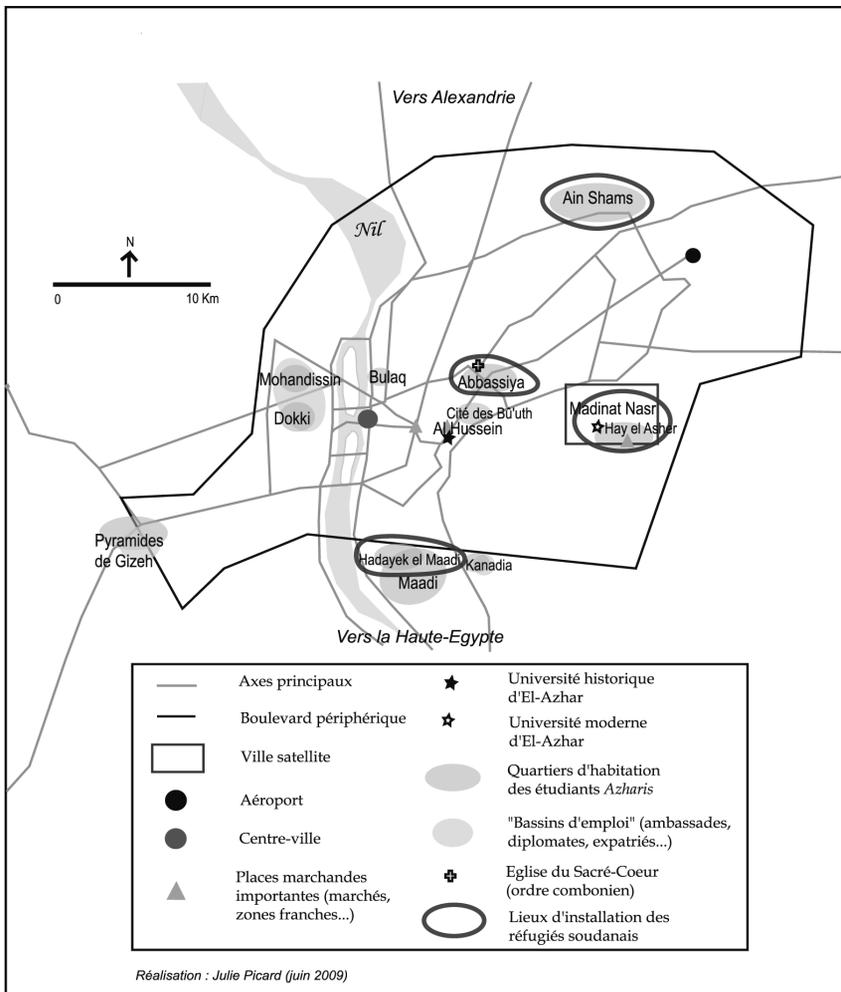
9. Certaines ambassades offrent aussi un billet d'avion tous les deux ou trois ans à leurs élèves boursiers.

10. Expression utilisée par Stéphanie, étudiante azharie congolaise et chrétienne, en référence au transfert d'argent par la famille *via* le Western Union. Entretien réalisé en mars 2009.

## DE L'UNIVERSITÉ AU MARCHÉ DU TRAVAIL

Une fois la bourse obtenue, les étudiants rejoignent en groupe le pays de destination. Des contingents de places sont affrétés à leur intention et le premier contact avec le pays est souvent rude. L'importance du regroupement dans cet exil est proportionnelle à la quasi-impossibilité de se faire des amis égyptiens.

Carte 1 – Les stratégies résidentielles des Azharis au Caire



### Encadré 2 – Stratégies résidentielles des Azharis

Dans la vaste et éprouvante métropole cairote<sup>11</sup>, nous observons une relative dispersion dans l'installation des étudiants azharis dans la ville. Cette dispersion que nous pensions en premier lieu aléatoire, comme une manière de se fondre dans la ville pour se faire le moins remarquer possible, renvoie à plusieurs stratégies résidentielles, dont les motivations s'entrecroisent souvent. Les nouveaux arrivants et ceux qui sont inscrits dans les filières théologiques s'installent en priorité à proximité de la cité des Bû'uth et de l'université d'Al Azhar dans le quartier d'Al Hussein. *A contrario*, dans le quartier commerçant de Bulaq, nommé par les Azharis « capitale ivoirienne », l'ancienneté de l'installation s'est imposée.

La proximité est aussi un critère déterminant. Ceux qui sont inscrits dans des filières techniques (commerce, traduction, sociologie, ingénierie, agronomie) se rapprochent de l'université moderne d'Al Azhar dans les quartiers périphériques de Madinat Nasr, El Hay el Asher ; d'autres optent pour les ressources spirituelles et économiques des quartiers de réfugiés soudanais d'Ain Shams et d'Al Abbasiya, autour de l'église du Sacré-Cœur. Divers « bassins d'emploi » localisés exercent un tropisme certain auprès des Azharis : marchés, zones franches, quartiers d'expatriés et d'ambassades de Nasr city (El Hay el Asher), Maadi, (Maadi Hadayek et Kanadia), Dokki, Mohandissin, Pyramides.

La majorité d'entre eux, par soucis d'économie, partage un appartement avec des « compatriotes » souvent de la même classe d'âge mais pas toujours de la même nationalité. D'autres vivent seuls ou encore avec leur femme et leurs enfants et choisissent alors de se rapprocher des bassins d'emploi.

Au Caire, les étudiants sont souvent importunés et intègrent en permanence leur différence, la couleur de leur peau, dans leurs interactions : parler le moins possible, se fondre dans la masse, pratiquer en respectant les habitudes religieuses égyptiennes et porter le foulard islamique pour les filles. Souvent accusées de tous les maux (sorcellerie, prosélytisme chrétien, troubles de l'ordre public), les conditions de l'hospitalité des étudiants africains ne semblent pas avoir changé depuis les enquêtes de Malika Zeghal au milieu des années 1990. En Égypte, les étudiants d'Al Azhar sont d'abord accueillis par leurs aînés, logés, blanchis et nourris dans un premier temps, souvent long, avant la mise en place de la bourse et du logement. Ce sont donc les aînés et membres des associations qui vont les aider dans leurs démarches d'intégration, leur prêter de l'argent, les rassurer et les orienter dans l'administration égyptienne (université et ministère de l'Immigration pour le visa), les rapprocher de leur ambassade mais aussi les informer quand ils sont à la recherche d'un petit travail complémentaire et d'un logement

11. Le Caire a une population officielle de 17,5 millions d'habitants, mais plus de 25 millions y vivent en réalité. C'est la plus grande ville d'Afrique et du Moyen Orient.

hors de la cité des étudiants des pays islamiques, *medina el bu'ûth el islamia*, dite « cité des Bu'ûth ».

L'organisation sur place passe d'abord par l'origine géographique des étudiants : associations des étudiants maliens, sénégalais, nigériens, burkinabés, congolais, guinéens, ivoiriens qui sont toutes représentées au sein de l'Union des étudiants africains, section de l'Union africaine, qui peut défendre leur cause auprès des instances administratives et diplomatiques. À ce dispositif associatif, s'ajoute l'appartenance religieuse des élèves. Au Caire les étudiants mourides et tidjanes ont leurs propres *dahiras*<sup>12</sup> et la *tidjaniya* joue aussi son rôle d'accueil. Cette *tariqa* qui relie aujourd'hui tous les continents est très présente auprès des migrants d'Afrique de l'Ouest qui trouvent un accueil au sein de la *zâwiya* du quartier cairote d'Al Hussein, où se situe Al Azhar, et conseil auprès du cheikh Mohamed El Hafiz Tidjani et de sa famille. Dans le cadre de la *tijjaniya*, certains étudiants installés durablement au Caire, mais à qui l'on reconnaît aussi une légitimité religieuse, deviennent les tuteurs officiels des jeunes Azharis. Leurs parents leur confient la gestion de l'argent et des documents administratifs, mais surtout une autorité, un droit d'aïnesse en quelque sorte.

### **Le choix de la filière, objet de discrimination**

L'université d'Al Azhar propose différentes filières d'enseignement supérieur (législation, ingénierie, commerce, langues et traduction, pédagogie, médecine, sociologie) mais on observe dans nos enquêtes que les étudiants africains privilégient les facultés religieuses, (charia et loi, fondements de la religion et théologie, *da'wa*<sup>13</sup>) et la faculté de langue arabe. Mais leur décision est-elle délibérée ou correspond-elle à un choix par défaut ?

Historiquement, l'institution a toujours considéré que son soutien à l'Afrique portait principalement sur l'aide à l'apprentissage de l'arabe, la langue du Coran contre celle du colon, la connaissance de la charia et de la théologie contre les « déviations confrériques » (Otayek, 1988). Les élèves boursiers d'Al Azhar pensent souvent avoir le choix des filières, ce qui motive leur inscription avec l'obtention de la bourse, mais une fois arrivés ils ne sont pas acceptés dans les filières techniques. Il semble que le niveau demandé dans ces filières soit trop élevé, qu'une très bonne maîtrise de la langue arabe soit exigée ainsi que d'importantes ressources financières car le maté-

12. Associations religieuses confrériques.

13. Appel à l'islam, prédication.

riel demandé, livres et matériel scientifique, coûte cher. Pourtant, nombre d'entre eux dénoncent dans les entretiens des logiques de discriminations qui les éloignent des meilleures filières.

La première de ces logiques concerne les équivalences : la majorité des étudiants rencontrés n'obtiennent pas d'équivalences entre le diplôme acquis dans les instituts et universités islamiques de leur pays et l'université Al Azhar. En Afrique subsaharienne, seules quelques universités comme celles de Kano au Nigeria et de Say au Niger ainsi que des instituts comme celui de Kiota au Niger, de Tivaouane et de Touba au Sénégal, disposent d'accords avec l'université Al Azhar leur permettant d'avoir des équivalences pour leurs élèves, en échange notamment d'enseignements dispensés par les professeurs d'Al Azhar<sup>14</sup>. Les étudiants chrétiens qui s'inscrivent en pensant pouvoir bénéficier de la bourse pour faire une filière non religieuse après le bac se voient rétrogradés et doivent reprendre la totalité des études arabes et religieuses. Beaucoup d'entre eux abandonnent et tentent de trouver une autre inscription mais restent souvent proches des élèves azharis.

Pour les autres, la majorité des élèves ayant suivi une formation dans un institut islamique, même très réputé dans leur pays, Al Azhar ne dispense pas d'équivalence et ils doivent reprendre leurs études, dans le meilleur des cas au niveau du lycée et du collège et parfois en primaire. Répartis après un petit test d'une ou deux minutes seulement, les étudiants mettent en moyenne huit ans pour obtenir leur licence au lieu des quatre années du cycle initial ! Cet obstacle est sans cesse soulevé par les élèves et leurs représentants à l'ambassade comme une des causes de l'installation dans la durée des étudiants au Caire. Une autre forme de discrimination est mentionnée, mais elle demeure difficile à démontrer : les notes. Les étudiants africains pensent qu'ils sont moins bien notés que les autres élèves de leur promotion. Peut-on percevoir, à travers ces exemples, un signe de l'essoufflement des liens entre Al Azhar et les pays africains, un renforcement de la politique de recrutement d'Al Azhar vers l'Asie, ou simplement un reflet du niveau qui baisserait dans les instituts africains ? De nouvelles enquêtes au sein de l'institution permettront d'obtenir des informations plus précises en réponse à ces hypothèses.

Excepté la question de l'équivalence, tous les étudiants étrangers doivent suivre un stage d'arabe dispensé spécialement par Al Azhar pour *Al wafedin*<sup>15</sup>,

14. Dans un tableau établi par Zeghal (1996) pour l'année 1982-1983, on note que 397 Azharis égyptiens travaillent en Afrique dont 75 en Algérie (p. 196).

15. *Al wafedin* signifie « les étudiants étrangers » en Égypte.

stage dont la durée peut être différente en fonction du niveau de chaque élève. Afin de mettre à profit leur migration, les étudiants azharis profitent de leur installation en Égypte pour s'inscrire dans des formations privées en informatique, télécommunication ou encore management, soit pour compléter leur cursus, soit parce qu'ils ne croient plus à la valeur du diplôme d'Al Azhar sur le marché de l'emploi de leur pays d'origine, soit enfin pour séjourner plus longtemps. Cette opportunité n'est évidemment pas à la portée de tous, et à ce sujet, Ousmane, jeune étudiant malien, relate :

« Le diplôme d'Al Azhar ne me facilite pas de trouver un boulot au Mali. Même avec un diplôme en ingénierie ou toute autre filière, il te faut le français pour pouvoir travailler. C'est un élément qui handicape les gens qui ont étudié dans les pays arabes non francophones, tels que la Libye ou même l'Égypte. C'est pour cela que tu dois apprendre le français, l'anglais. Mais par contre il y a des étudiants qui n'ont pas de soutien familial, du coup ils ne font qu'Al Azhar. »

Les étudiants d'Al Azhar, comme Ousmane, soulignent qu'une des richesses de leur formation en Égypte tient aux rencontres qu'ils font à la cité universitaire. De très nombreuses nationalités<sup>16</sup> s'y côtoient et pour les plus motivés c'est une réelle ressource car ils organisent des cours de langues et de soutien dans certaines matières. Dans ces conditions, la majeure partie des étudiants ouest-africains reste au-delà du temps imparti à leurs études azharis. Formellement, ils peuvent conserver leur statut d'étudiant jusqu'à l'obtention de leur licence, l'objectif étant de repousser cette échéance s'ils désirent s'installer plus durablement en Égypte. Certains d'entre eux disent même ne fréquenter l'université qu'au moment des inscriptions afin de rester en règle vis-à-vis des autorités en conservant leur carte de séjour. Il faut savoir que les étudiants boursiers d'Al Azhar bénéficient d'un visa étudiant sur le sol égyptien renouvelable tous les ans jusqu'à l'obtention de leur licence. Quant aux non-boursiers, ils doivent renouveler leur séjour tous les six mois. Ce visa ne leur permet pas de travailler légalement. La volonté du gouvernement égyptien est claire : les études ne doivent pas servir de prétexte à l'immigration. Mais derrière ces interdictions, les négociations commencent.

Quelques étudiants souhaitent terminer leurs études rapidement, mais pour la majorité, Al Azhar est une étape dans leur projet migratoire et s'ils ne partent pas étudier ailleurs, ils ont tendance à s'installer durablement au Caire. Pour ceux qui demeurent, la seule solution afin d'obtenir un renouvellement de séjour est de « trouver une inscription », soit dans une univer-

16. Dans les entretiens, les élèves parlent de 90 nationalités en présence à la cité universitaire des Bu'ûth.

sité égyptienne pour poursuivre un troisième cycle, soit dans un cursus privé égyptien. Pour M. Joseph, chargé des Affaires culturelles à l'ambassade du Burkina Faso au Caire : « Quand ils arrivent en Égypte, on leur fait miroiter des choses mais la réalité est différente. Maintenant, leur diplôme ne leur permettant pas d'avoir un travail rémunérateur au pays, la tentation de rester est grande avec l'espoir de vivre mieux. Si bien que pour la plupart des étudiants qui viennent, très peu ont vraiment l'intention de rentrer au pays. » Si beaucoup des étudiants se disent de passage au Caire, le transit peut durer plus d'une décennie et ils vont reconstituer une forme d'ancrage souvent en marge de la société égyptienne. Se plaignant des conditions de logement et de la mauvaise alimentation en cité universitaire, ils la quittent généralement très vite pour s'installer dans divers quartiers du Caire.

### **Débouchés professionnels des diplômés**

Les étudiants ouest-africains ayant suivi des études d'arabe avant de venir à l'université Al Azhar maîtrisent parfois mal la langue française et surtout l'oublient après plusieurs années passées en Égypte. Pour Idriss, un étudiant centrafricain au Caire depuis 1996 : « La langue c'est très important chez nous. Si tu as le français on peut considérer ce que tu as fait, si tu n'as que l'arabe on dit que tu veux seulement être un imam. » S'ils n'ont pas complété leur formation azharie avec des cours de langue dans les centres culturels ou dans des instituts privés, les débouchés professionnels s'en trouveront d'autant plus réduits. Une fois leur licence obtenue, ils pourront enseigner dans des instituts arabe ou franco-arabe ou encore solliciter un poste à l'inspection de l'enseignement arabe dans certains pays, mais les alternatives sont rares. Pour ceux qui maîtrisent bien le français, la licence d'Al Azhar peut permettre de postuler en tant qu'enseignant dans le secondaire ou encore dans l'administration, mais cela dépend des pays. Ahmadou, étudiant malien est assez pessimiste sur les débouchés : « Avant c'était possible de rentrer dans le gouvernement, comme l'imam Koudouss président du CNI [Conseil national musulman], qui travaille au ministère de la Finance ou le cheikh Fofana Abubakar président de la SIB [Société ivoirienne de banque] qui a suivi les mêmes enseignements que nous, avant si tu étais un bon étudiant musulman tu avais ta chance, mais je crois que nos diplomates qui sont là ne savent pas tout cela... » Alors que Moussa, étudiant burkinabé, plus dubitatif déclare : « D'un côté, l'État Burkinabé a raison car si on regarde la réalité les étudiants font des études dont l'État n'a pas besoin, il a besoin de médecine, d'agriculture... et comme leurs parents

sont musulmans ils font des études musulmanes mais les musulmans aussi ont besoin d'ingénieurs de médecin, mais les pays qui n'ont pas d'accords avec l'Égypte, leurs étudiants n'ont pas les meilleures sections d'Al Azhar. »

D'autres s'investissent dans le milieu associatif musulman, soit comme prédicateurs ou fondateur de nouvelles associations religieuses à vocation sociale et/ou politique comme les ONG confessionnelles qui se multiplient depuis une vingtaine d'années sur le continent africain (Fourchard, Mary, Otayek, 2005 ; Soares, Otayek, 2007) et qui offrent quelques débouchés aux étudiants des universités arabes (Brégand, 2007). Le modèle du musulman lettré ayant suivi des études arabes et réussissant dans les affaires, voire même dans la politique dans son pays, paraît inaccessible pour les étudiants azharis qui ne prétendent pas à un appui de la part de certaines autorités religieuses, économiques ou politiques de leur pays. Leurs principaux atouts pour intégrer la vie professionnelle sont les langues, notamment l'arabe et le français, certaines spécialisations scientifiques lorsqu'ils ont pu accéder à d'autres facultés au sein d'Al Azhar, et l'islam et ses réseaux qui les font appartenir à une communauté morale internationale.

À la fois contraints et déterminés à s'installer plus durablement au Caire, les étudiants exercent de manière informelle dans quelques secteurs d'activités bien précis : pour ceux que l'on pourrait appeler les « étudiants intermédiaires », une niche d'emploi s'est constituée dans les ambassades auprès des diplomates et des hommes d'affaires et de leurs familles pour les arabophones. Dans les ambassades africaines, certains sont chauffeurs et/ou interprètes mais ils peuvent aussi intégrer des postes administratifs grâce à leur maîtrise de l'arabe. Si dans le pays d'origine le pouvoir est loin, à l'étranger les diplomates sont souvent un port d'ancrage pour ces étudiants migrants. Certains d'entre eux trouveront grâce au réseau diplomatique, des postes dans les ambassades de pays arabes en Afrique ou encore dans leurs ambassades dans d'autres pays du monde arabe. Plus encore, ces réseaux servent de ressources pour les activités commerciales ; d'autres travaillent dans les familles des diplomates. Ils dispensent des cours aux enfants, sont embauchés comme hommes à tout faire, jardiniers, chauffeurs, femmes de service ou nurse pour les enfants. C'est notamment le cas pour les filles étudiantes au Caire ou les femmes d'étudiants qui souvent trouvent un travail plus rémunérateur que leurs confrères ou maris grâce au réseau des ambassades, des expatriés et des églises. Ce créneau a tendance à se masculiniser et les hommes sont de plus en plus nombreux à postuler sur des emplois domestiques ; diverses opportunités s'offrent à ceux qui sont parfaitement francophones : des petits boulots dans l'indus-

trie touristique, comme employé dans des magasins de papyrus et d'articles touristiques, dans les hôtels et restaurants ou bien dans les centres de téléphonie internationale délocalisés au Caire ; les trajectoires liées au sport ne sont pas négligeables (Poli, 2004) ; enfin, certains s'insèrent dans des réseaux commerciaux transnationaux auxquels nous allons attacher un intérêt particulier.

## **LES RÉSEAUX COMMERCIAUX TRANSNATIONAUX ENTRE L'AFRIQUE NOIRE ET LE MONDE ARABE**

Les routes et les places commerçantes entre l'Afrique noire et le monde arabe sont étroitement associées à la diffusion de l'islam sur le continent africain ; les grands groupes de commerçants africains en sont des acteurs majeurs. Religion et commerce sont des mondes sociaux qui fonctionnent bien ensemble. De l'éthique protestante de Weber à « l'islam de marché » d'Haenni (2005) en passant par les commerçants mourides, haoussas, mza-bites et autres, les solidarités religieuses sont généralement mobilisées dans les économies de marché et à y regarder de plus près, elles le sont à côté d'autres ressources mobilisables – diasporique, politique, ethnique – qui souvent se confondent pour opérer ensemble. Au sein des mondes commerciaux transnationaux, les réseaux engendrés par les étudiants d'Al Azhar ne sont pas d'une grande envergure mais ils sont socialement riches. Dans la veine des économies de bazar décrites par Michel Péraldi et son équipe, nous pourrions suggérer que les échanges commerciaux réalisés par les étudiants migrants au Caire mobilisent plus de capital social, au sens de « crédit de parole » (Gregoire, Labazée, 1993), et plus d'activités relationnelles mais moins de « technologie et de bureaucratie » (Péraldi, 2001). Pour ces étudiants africains au Caire, insérés tant bien que mal dans la société locale, le commerce est une activité privilégiée.

Il n'y a pas de commerce africain au Caire, et pas de filière spécifique car il n'est pas possible légalement d'ouvrir une boutique ayant pignon sur rue lorsque l'on est migrant. Le séjour, conditionné par le statut d'étudiant, exclut ces possibilités et, en retour, les étudiants ne prennent pas le risque de le perdre. En revanche, lorsque les étudiants quittent la cité universitaire d'Al Azhar, certains rejoignent des compatriotes africains déjà établis dans d'autres quartiers et s'appuient sur leurs réseaux pour pratiquer une activité commerçante. Ce sont souvent les réfugiés soudanais, somaliens, éthio-

piens, érythréens, qui, titulaires d'une carte de réfugié et beaucoup plus visibles, servent et monnayent leur ancrage dans la ville. L'ancienneté de certains réfugiés et les « facilités » qu'ils peuvent avoir en ayant ce statut, leur permettant de travailler légalement et d'ouvrir des commerces, peuvent être une ressource pour les étudiants africains. Pourtant, si des élèves travaillent dans des ateliers de couture ou commencent une activité économique en s'associant avec un réfugié, le partage semble difficile et l'exploitation de règle. C'est le cas d'Ahmed, étudiant malgache, qui s'est d'abord associé à un réfugié ghanéen (marié à une Égyptienne) afin de pouvoir ouvrir un cybercafé-téléphone à destination des migrants africains, avant d'abandonner face à l'habileté de son « partenaire » à accaparer ses revenus. Cette expérience ne l'a pas démotivé et il a maintenant trouvé une associée égyptienne pour ouvrir le même commerce dans un quartier plus chic du Caire.

En ayant en mémoire le déploiement des commerces africains en Europe ou aux États-Unis depuis les années 1970, il est facile d'imaginer les débouchés que les Africains pourraient avoir en ouvrant des boutiques et des restaurants au Caire. Néanmoins, cela ne signifie pas que tout commerce, notamment « ethnique » soit impossible, il est simplement détourné, inséré dans quelques replis de cette métropole de 15 millions d'habitants et les réseaux transnationaux qu'elle engendre. Aujourd'hui, les étudiants étrangers sont sollicités par des grossistes et des détaillants des quartiers commerçants centraux d'Ataba ou du Khan el khalili qui leur achètent directement des produits importés.

Dans les années 1970 et 1980, les Azharis se mêlaient déjà aux acheteurs égyptiens de produits issus de la zone franche de Port-Saïd pour les revendre en Égypte. Les étudiants d'Al Azhar, comme nombre de pèlerins, se rendaient régulièrement en Arabie Saoudite par ferry (parfois plusieurs fois par an) et ramenaient des marchandises dans leurs bagages qu'ils revendaient en Égypte principalement. C'est le principe du « commerce à la valise » qui permet aux étudiants musulmans de financer leurs études tout en accomplissant leur devoir religieux. Voyager en Arabie Saoudite coûtait alors peu (environ 150 dollars aller-retour) pour ces « étudiants-commerçants-pèlerins »<sup>17</sup>, mais cette possibilité est devenue trop onéreuse suite à la baisse de la livre égyptienne par rapport au ryal saoudien, et surtout face à l'instauration depuis 2002, par l'État égyptien, d'une mesure obligeant les pèle-

---

17. En référence aux commerçants-pèlerins décrits par Bennafla (2005).

rins à s'adresser à des agences spécialisées afin d'organiser le séjour et l'obtention de leur visa pour un montant avoisinant les 500 dollars. Ce petit commerce (poste-radio, chaînes stéréo, couverture, linge de maison) était une pratique courante et une bonne source de revenus complémentaires pour les étudiants, chaque petit voyage pouvait leur rapporter dans les 200 à 300 dollars de bénéfices une fois leurs marchandises écoulées. Le commerce à la valise est aussi pratiqué par les étudiants, leurs femmes et celles des diplomates, qui rapportent des marchandises à l'occasion d'un séjour dans leur pays. Pagnes, chemises, denrées alimentaires, artisanat seront revendus, soit à des commerçants établis (Ataba, Khan el Khalili et commerces soudanais), soit à leurs compatriotes à partir de leur domicile. Le commerce à la maison moyennant des relations de confiance, discret et sans affichage, est un moyen détourné de pouvoir exercer une activité commerciale.

Si l'importance des histoires familiales dans la construction des parcours migratoires des étudiants en amont est souvent déterminante, en revanche, au Caire, les étudiants bénéficient peu des réseaux familiaux comme cela peut être le cas en Europe ou aux États-Unis. En Égypte, ils peuvent parfois retrouver un frère ou un cousin encore étudiant. Certains, plus chanceux, bénéficient du soutien de mécènes, « oncles » commerçants fortunés, ou hommes politiques qui se rendent souvent au Caire et qui leur offrent le logement, la location d'un appartement et une aide financière. Ces hommes d'affaires africains investissent dans la formation islamique des élèves de leurs pays. Cette contribution à la diffusion de l'islam est perçue comme une bonne œuvre qui, en retour, facilite leurs affaires en Égypte.

Parmi les étudiants azharis, on trouve de nombreux fils de commerçants haoussas, bissas, mourides, pour qui Al Azhar semble relever de la tradition familiale. Cette pratique est soulignée par Grégoire et Labazée (1993) qui remarquent qu'« à partir des années 1950, nombre de riches commerçants ont préféré envoyer l'un de leurs fils à l'université Al Azhar du Caire, ce qui combinait les avantages d'une connaissance théologique valorisée (car acquise en pays arabe) et de compétences en droit et en finances utilisables dans le cadre des activités marchandes » (p. 27).

*Encadré 3 – Omar, étudiant azhari*

Son père est un cheikh tidjane, mais aussi un grand commerçant de Zinder. Après des études à l'université islamique de Say au Niger, Omar a rejoint Al Azhar avec le soutien financier d'un oncle fonctionnaire international.

Toujours investi dans la vie associative, mais aussi dans la vie religieuse, il est devenu aujourd'hui une figure incontournable pour les jeunes Nigériens qui arrivent au Caire. Deux de ses aînés travaillent à la direction de l'enseignement arabe au Niger et deux de ses neveux sont actuellement Azharis au Caire. Al Azhar est une véritable destination familiale, mais à la différence de ses aînés, il a décidé de rester au Caire et d'ancrer ses activités commerciales tout en poursuivant une thèse dans un institut privé d'études supérieures. Marié depuis peu au Niger, il est aujourd'hui le père d'une petite fille et sa femme vit avec lui au Caire. Traducteur auprès de l'administration centrale d'Al Azhar et des diplomates de son pays, il a toujours perpétué la tradition commerciale de sa famille à Niamey et à Zinder. Il s'est d'abord rendu plus de 10 fois en Arabie Saoudite pour faire du commerce à la valise mais la chute de la livre et l'augmentation des frais de douanes rendent aujourd'hui ce commerce très peu rentable. Depuis lors, s'appuyant sur les prix compétitifs des produits agroalimentaires égyptiens, il a surtout envoyé des marchandises par fret aérien, des denrées alimentaires (biscuits, jus de fruits, confiseries) mais aussi des sacs, des chaussures, des tapis et des tableaux religieux.

En somme, il envoie ce qu'on lui commande mais il a en tête d'exporter aussi des médicaments qu'il peut faire fabriquer dans les usines pharmaceutiques implantées au sein des zones franches cairottes. Ce commerce est rendu possible grâce à ses relations familiales, mais aussi par la légitimité religieuse que sa famille lui a transmise et qui lui a permis d'avoir un fort capital de confiance auprès de nombreux diplomates africains au Caire. Il prépare aujourd'hui une nouvelle étape de sa carrière commerciale puisqu'il doit se rendre en Chine, à Guanghai, accrédité par un « grand patron », un ancien diplomate qui veut ouvrir des marchés à partir de l'Asie. « Je suis partout dans les affaires », dit-il pour résumer la situation.

S'ils ne sont pas contactés directement par des commerçants de leur pays d'origine *via* la famille ou les ambassades comme Omar, les étudiants d'Al Azhar sont abordés dans l'enceinte de la mosquée par des hommes d'affaires égyptiens désireux de trouver des débouchés économiques en Afrique. Leur fonction va de la simple personne ressource qui met en contact les individus, à l'associé (informel) d'une société d'import-export qui les paye à la commission s'ils trouvent des marchés en Afrique. Dans les activités d'import-export de grande envergure, les étudiants servent de passerelle dans la ville, de relais aux commerçants africains qui viennent chercher des débouchés commerciaux et de relais également pour les commerçants égyptiens qui cherchent des débouchés en Afrique. Leur connaissance de la langue arabe, leurs contacts en Afrique et leur connaissance de l'islam en font des personnes ressources dans ce commerce transnational.

## CONCLUSION

Si de nombreux étudiants azharis servent d'intermédiaires, voire même initient certaines filières, cette « communauté de destin » aux débouchés restreints, cette « élite déclassée » (Abdullaye, 2003) se retrouve aujourd'hui au carrefour des réseaux marchands entre l'Égypte et l'Afrique mais aussi depuis quelques années avec la Chine. La difficulté à s'installer légalement en Égypte les contraint à la mobilité, à être sur le terrain à la recherche d'opportunités entre les diplomates, les hommes d'affaires et tous les autres clients potentiels. Leurs compétences en langue arabe, française et/ou anglaise, ainsi qu'en traduction, combinées à leur statut d'Azhari et à leur histoire familiale permettent à certains de devenir des personnes ressources avant d'avoir assez de réseaux pour s'installer à leur tour et se placer au centre des dispositifs commerciaux. De l'avis de Seydou, étudiant burkinabé en Égypte depuis vingt ans, installé avec sa famille dans le commerce des matériaux de construction entre l'Égypte, la France, la Chine, l'Arabie Saoudite, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire : « Tout le monde va maintenant en Chine et ma présence ici est moins utile, il faut changer. » Pour lui, en tant que musulman, la religion est importante : « Notre prophète lui-même était commerçant. »

« Le commerce n'a pas de religion, il connaît seulement : "Tu as combien ? Qu'est-ce que tu veux ?" » Les étudiants azharis au Caire et ailleurs jouent un rôle charnière dans les affaires, généralement peu visible et, plus rarement, de premier plan. Dans le cadre des activités économiques qu'ils développent, la religion apparaît plutôt comme un des cadres sociaux de l'échange marchand que comme une condition préalable et incontournable. D'autant plus que ce n'est pas tant l'identité religieuse qui est un atout dans les rapports socioéconomiques que l'identité azhari, le fait d'être un élève d'Al Azhar. Même en Égypte, ce statut leur confère une légitimité à être là et une petite reconnaissance de la part des autres musulmans. Ils ne sont pas seulement noirs et africains, ce sont des Azharis. La tradition séculaire des grandes familles commerçantes d'envoyer un de leurs enfants à Al Azhar ne tombe pas en désuétude. Elle pérennise même le lien entre Al Azhar et les réseaux marchands, nous autorisant à penser que les lieux d'enseignement religieux peuvent être pressentis comme des supports à des stratégies économiques en incessantes redéfinitions de codes, de pratiques et d'échelles.

## BIBLIOGRAPHIE

- ABDULLAYE, G. (2003), *Les diplômés béninois des universités arabo-islamiques : une élite moderne « déclassée » en quête de légitimité socio-religieuse et politique*, Mainz, Institut für Ethnologie und Afrikastudien, Working Papers, n° 18.
- BAVA, S. (2003), « De la baraka aux affaires : ethos économique-religieux et transnationalité chez les migrants sénégalais mourides », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. XIX, n° 2, p. 69-84.
- BENNAFLA, K. (2005), « L'instrumentalisation du pèlerinage à La Mecque à des fins commerciales : l'exemple du Tchad », in S. Chiffolleau et A. Madoeuf, *Les Pèlerinages au Maghreb et au Moyen-Orient. Espaces publics, espaces du public*, Beyrouth, IFPO.
- BEN NEFISSA, S., ABD AL-FATTAH, N., HANAFAI, S., MINANI, C. (2004), *ONG et gouvernance dans le monde arabe*, Paris, CEDEJ-Karthala.
- BREDELOUP, S. (2008), « L'aventurier, une figure de la migration africaine », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. CXXV, n° 2, p. 281-306.
- BREDELOUP, S., PLIEZ, O. (2006), « Migrations entre les deux rives du Sahara », éditorial, *Autrepart*, n° 36.
- BREGAND, D. (2007), "Muslim reformists and the State in Benin", in B.F. Soares et R. Otayek, *Islam and Muslim Politics in Africa*, New York, Palgrave/Macmillan, p. 121-137.
- FOURCHARD, L., MARY, A., OTAYEK, R. (2005), *Entreprises religieuses transnationales en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala-IFRA, coll. « Hommes et Sociétés ».
- GOMEZ-PEREZ, M. (2005), *L'islam politique au sud du Sahara. Identités, discours et enjeux*, Paris, Karthala.
- GREGOIRE, E., LABAZEE, P. (1993), *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest. Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*, Paris, Karthala/ORTOM.
- HAENNI, P. (2005), *L'Islam de marché, l'autre révolution conservatrice*, Paris, Seuil, coll. « La république des idées ».
- MAZZELLA, S. (2009), *La Mondialisation étudiante. Le Maghreb entre Nord et Sud*, Paris, Karthala-IRMC.
- MIRAN, M., GREGOIRE, E., SCHMITZ, J. (2000), « Monde arabe et Afrique noire : permanences et nouveaux liens », *Autrepart*, n° 16, p. 5-20.
- OTAYEK, R. (1988), « L'Islam dans son miroir ou comment des journaux égyptiens voient l'islam en Afrique noire », *Politique africaine*, n° 30, p. 32-49.
- PERALDI, M. (2001), *Cabas et containers. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Maisonneuve et Larose, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme.
- PLIEZ, O. (2009), « Salloum (Égypte), une bourgade bédouine sur les routes de la mondialisation », *L'Espace géographique*, n° 1, p. 31-42.
- POLI, R. (2004), *Les Footballeurs africains en Europe : migrations, globalisation, transnationalisme*, CNRS-universités de Franche-Comté et de Bourgogne, publications des membres du laboratoire Théma.
- ZEGHAL, M. (1996), *Gardiens de l'Islam. Les oulémas d'Al Azhar dans l'Égypte contemporaine*, Paris, Presses de Sciences Po.